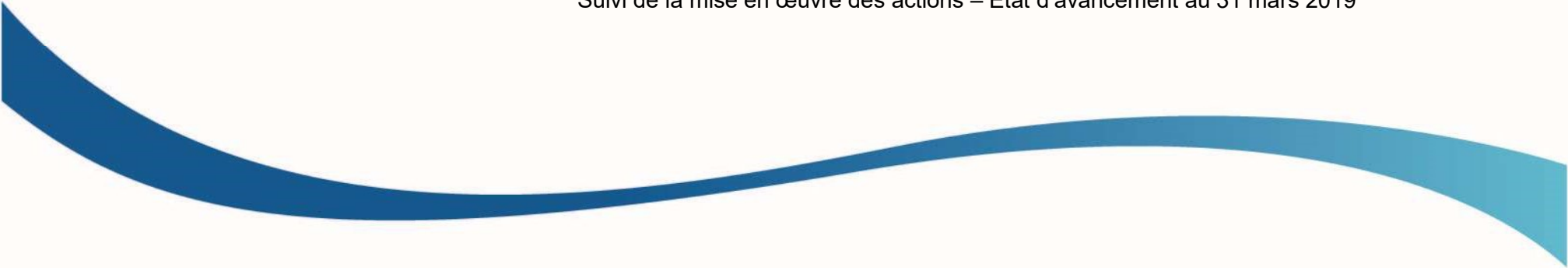




Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021

Suivi de la mise en œuvre des actions – État d'avancement au 31 mars 2019



Coordination et rédaction
Secrétariat à la condition féminine

Pour toute information :

Secrétariat à la condition féminine
905, avenue Honoré-Mercier, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5M6
Téléphone : 418 643-9052
Télécopieur : 418 643-4991
Courriel : scf@scf.gouv.qc.ca

Ce document peut être consulté
sur le site Web du Secrétariat à la condition féminine :
www.scf.gouv.qc.ca

© Gouvernement du Québec
Secrétariat à la condition féminine

ISBN 978-2-550-86074-7 (PDF)

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020

Table des matières

Introduction.....	1
Suivi de la mise en œuvre des actions (Stratégie violences sexuelles) – État d’avancement au 31 mars 2019	2
Suivi de la mise en œuvre des actions (Autres actions) – État d’avancement au 31 mars 2019	20
Liste des abréviations, des sigles et des acronymes.....	28

Introduction

Lancée le 28 octobre 2016, la Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 (la Stratégie violences sexuelles) comprend 55 actions, nouvelles ou bonifiées, visant à lutter contre les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle. Ces actions sont mises en œuvre grâce à la contribution d'une douzaine de ministères et organismes gouvernementaux.

Le 14 décembre 2017 s'est tenu le Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels, lors duquel de nouvelles mesures ont été annoncées. De plus, depuis le début de la mise en œuvre de la Stratégie violences sexuelles, des actions additionnelles ont été développées par certains ministères et organismes gouvernementaux. Toutes ces mesures, qui ne sont pas intégrées à d'autres stratégies ou plans d'action gouvernementaux, sont également présentées dans ce document.

Celui-ci dresse un portrait de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la Stratégie violences sexuelles au 31 mars 2019¹ ainsi que des autres actions qui concourent à sa mise en œuvre.

Comme la plupart des actions sont en cours de réalisation, il est possible que peu d'information soit disponible concernant les résultats de la mise en œuvre de certaines d'entre elles. Lorsque cela était possible, des hyperliens ont été insérés pour permettre d'accéder à de l'information complémentaire en lien avec les projets réalisés ou en cours de réalisation.

Ce portrait permet ainsi d'obtenir une vue d'ensemble des réalisations en cours et de constater que :

- parmi les 55 actions de la Stratégie violences sexuelles,
 - 39 actions sont en cours de réalisation;
 - 12 actions sont terminées;
 - 4 actions sont à venir;
- parmi les 23 autres actions en matière de violences sexuelles,
 - 15 actions sont en cours de réalisation;
 - 8 actions sont terminées.

¹ Bien que l'objectif de ce document soit de dresser un état de situation en date du 31 mars 2019, l'information présentée va au-delà de cette date dans certains cas.

Suivi de la mise en œuvre des actions (Stratégie violences sexuelles) – État d'avancement au 31 mars 2019

ACTIONS	MO responsables	MO collaborateurs	ÉTAT DE SITUATION DES GRANDS LIVRABLES	État de la mise en œuvre
AXE 1 Prévenir				
Objectif 1.1 Informer, sensibiliser et mobiliser la population au sujet des agressions sexuelles, de l'exploitation sexuelle et des mythes et préjugés qui y sont associés				
1. Réaliser des campagnes de sensibilisation aux violences sexuelles	SCF	TOUS LES MO ET LE SCG	- Deux campagnes gouvernementales de sensibilisation portant sur les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle ont été diffusées, respectivement à l'automne 2017 et à l'automne 2018. https://www.youtube.com/watch?v=gQV3LnTOKrs https://www.youtube.com/watch?v=pzTg2cS_BS4 - Deux appels de projets de sensibilisation en matière de violences sexuelles ont été menés en 2017-2018 et en 2018-2019. Au total, 23 projets de sensibilisation en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle ont été soutenus financièrement. http://www.scf.gouv.qc.ca/appels-de-projets-et-distinctions/violence-conjugale-et-violences-sexuelles/ - De plus, 14 autres initiatives de sensibilisation aux violences sexuelles ont été soutenues par le Secrétariat à la condition féminine (SCF). - Un soutien financier a été accordé au Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS) pour favoriser le déploiement et l'amélioration continue du programme <i>Empreinte – Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel</i>. De plus, ce financement permet au RQCALACS de mener des actions visant à soutenir et à former ses membres de même qu'à favoriser leur concertation en lien avec ce programme. Afin	En cours

			de faciliter la poursuite du déploiement du programme, le SCF et le RQCALACS travaillent conjointement à mettre sur pied un comité de suivi élargi comprenant des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) ainsi que des ministères et des organismes gouvernementaux. http://www.programmeempreinte.com/fr/accueil/	
2. Développer et déployer des outils d'information et de sensibilisation sur les mythes et les réalités associés à la prostitution auprès des adolescentes et des adolescents	SCF	MEES, MJQ, MSP, MSSS	Le soutien des projets « Mobilisation autour de l'exploitation sexuelle : des outils par et pour les jeunes » de l'organisme Projet Intervention Prostitution Québec (PIPQ) ainsi que « Prévention de l'exploitation sexuelle des filles » et « Projet de prévention de l'exploitation sexuelle des filles : <i>C'est moi qui décide</i> » du Y des femmes de Montréal a notamment permis : • l'organisation d'ateliers de sensibilisation à l'exploitation sexuelle dans des écoles secondaires de la région de Montréal et différentes unités du Centre jeunesse de Québec; • la production d'une vidéo de sensibilisation à l'exploitation sexuelle, sous forme de vidéoclip, accompagnée d'un guide d'animation https://www.ydesfemmesmtl.org/services-jeunesse/programmes/cest-moi-qui-decide/; • la production d'un docu-fiction (vidéo) qui met en lumière les différentes trajectoires vers l'exploitation sexuelle et qui se termine par un message positif.	En cours
3. Recenser les outils d'information destinés aux personnes présentant une déficience	MSSS	OPHQ	Étape terminée : Une recension des outils d'information destinés aux personnes présentant une déficience a été effectuée à l'automne 2017. Cette recension s'adresse aux associations de même qu'aux intervenantes et aux intervenants du réseau de la santé et des services sociaux.	Terminée
4. Favoriser la diffusion au sein du réseau de la santé et des services sociaux des initiatives d'éducation à la sexualité à l'intention des personnes ayant une déficience intellectuelle ou	MSSS	—	Travaux en cours.	En cours

un trouble du spectre de l'autisme et des initiatives d'information à l'intention des familles sur la sexualité de leur enfant (jeune ou adulte)				
5. Relayer auprès des femmes immigrantes l'information visant la prévention des agressions sexuelles et de l'exploitation sexuelle, au moyen du réseau de prestataires de services du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion	MIFI	—	Le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) poursuit ses activités d'information et de sensibilisation en ce qui concerne les valeurs de la société québécoise, qui incluent un message clair de non-tolérance à l'égard des violences, notamment des agressions sexuelles envers les femmes. Ces activités sont menées auprès des personnes nouvellement arrivées au Québec, par l'entremise d'organismes subventionnés, de même qu'auprès des candidates et des candidats à l'immigration dans le contexte de la session <i>Objectif Intégration</i> et des Services d'intégration en ligne (SIEL).	En cours
6. Soutenir des projets visant à prévenir et à contrer les violences sexuelles pouvant être commises envers les lesbiennes, les gais et les personnes bisexuelles et trans (LGBT)	MJQ, SCF	MJQ (BLCHT)	- Dans le cadre du programme <i>Lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2018</i>, quatre projets visant à prévenir et à contrer les violences sexuelles pouvant être commises envers les personnes LGBTQ (mesure 6) ont été financés. Ces projets ont été réalisés par des organismes situés dans quatre régions administratives (Abitibi-Témiscamingue, Capitale-Nationale, Estrie et Montréal). https://www.justice.gouv.qc.ca/fileadmin/user_upload/contenu/documents/Fr_francais/centredoc/rapports/programmes-services/LCH_Liste_projets2017-2018.pdf - En 2018-2019, six projets visant à prévenir et à contrer les violences sexuelles pouvant être commises envers les personnes LGBTQ ont été financés. Les projets subventionnés pour cette mesure proviennent d'organismes situés dans trois régions administratives (Gaspésie, Laval et Montréal). https://www.justice.gouv.qc.ca/fileadmin/user_upload/contenu/documents/Fr_francais/centredoc/rapports/programmes-services/LCH_Liste_projets2018-2019.pdf	En cours

Objectif 1.2 Soutenir la mobilisation des milieux de vie dans leurs efforts de prévention et de dépistage des agressions sexuelles				
ACTIONS	MO responsables	MO collaborateurs	ÉTAT DE SITUATION DES GRANDS LIVRABLES	État de la mise en œuvre
7. Revoir les modalités entourant la sécurité des enfants et l'encadrement des services de garde	Famille	MSP	Des modifications législatives et réglementaires permettant de mieux assurer la sécurité des enfants ont été effectuées. (Sous réserve d'une disposition transitoire, une personne faisant l'objet d'un empêchement, entre autres lié à des violences sexuelles, ne pourra désormais plus fournir des services de garde en milieu familial non reconnu. Il en sera de même si une personne faisant l'objet d'un tel empêchement habite la résidence où sont fournis de tels services.) Les outils requis pour assurer le respect des nouvelles règles applicables ont été élaborés, notamment en collaboration avec le ministère de la Sécurité publique (MSP) (formulaire de consentement à la vérification des empêchements), puis diffusés.	Terminée
8. Mettre en évidence une section sur les abus sexuels chez l'enfant dans le guide <i>La santé des enfants... en services de garde éducatifs</i>	Famille	—	Une nouvelle section du guide vise à sensibiliser le personnel des services de garde et les personnes responsables d'un service de garde en milieu familial aux indices d'abus sexuels chez les enfants et à les orienter vers les ressources d'aide et de protection appropriées. Le texte de cette section a été rédigé. Les travaux de révision et d'édition sont en cours. La publication du nouveau guide est prévue pour 2020-2021.	En cours
9. Adopter une politique-cadre ou une loi-cadre pour que les collèges et les universités s'engagent à intervenir pour prévenir et contrer les violences sexuelles à l'endroit de la population étudiante	MEES	SCF	La <i>Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement supérieur</i> a été adoptée le 8 décembre 2017. Elle prévoit notamment que chaque établissement d'enseignement supérieur adopte une politique en matière de violences à caractère sexuel et en assure la mise en œuvre avant le 1^{er} septembre 2019. Afin de soutenir les établissements d'enseignement dans l'atteinte des obligations qui figurent à la <i>Loi</i>, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) a publié le <i>Guide d'accompagnement destiné aux établissements d'enseignement supérieur</i> pour l'élaboration de la politique prescrite par celle-ci.	Terminée

			http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/enseignement-superieur/Violences_caractere_sexuel_Guide.pdf La liste des établissements d'enseignement qui ont adopté une politique visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel figure sur le site Web du MEES. http://www.education.gouv.qc.ca/colleges/enseignants-et-personnel-de-college/soutien-des-etudiants/violences-a-caractere-sexuel/politiques-institutionnelles/	
10. Collaborer à la mise en œuvre d'initiatives de mobilisation réalisées au sein des établissements d'enseignement supérieur visant la prévention des violences sexuelles	SCF	MEES	Depuis le lancement de la Stratégie violences sexuelles, sept projets de mobilisation visant la prévention des violences sexuelles au sein des établissements d'enseignement supérieur ont été financés par le Secrétariat à la condition féminine. Plusieurs de ces projets ont été menés par l'organisme Sans oui, c'est non!, alors que d'autres ont été mis en œuvre par des établissements d'enseignement supérieur (Collège Montmorency et Cégep de Sainte-Foy) ainsi que par le Y des femmes de Montréal. Selon l'information disponible, plus de 4 000 personnes ont été directement touchées par ces initiatives (formation, expérience de réalité virtuelle, etc.).	En cours
11. Contribuer à la mise au point d'une plate-forme Internet qui regroupera des outils de sensibilisation et de formation destinés et adaptés au milieu sportif (site sportbienetre.ca), et mettre à jour certains des outils déjà disponibles	MEES	—	Le Ministère, en collaboration avec des partenaires du milieu sportif, assure la pérennité de la plate-forme, notamment par la mise à jour de son contenu et des travaux visant l'amélioration de l'interface. http://sportbienetre.ca/	Terminée
Axe 2 Intervenir en matière psychosociale, médicale, judiciaire, policière et correctionnelle				
Objectif 2.1 Faciliter le passage des victimes d'agression sexuelle ou d'exploitation sexuelle dans le système judiciaire et analyser certains éléments de l'offre de service en matière d'indemnisation				

ACTIONS	MO responsables	MO collaborateurs	ÉTAT DE SITUATION DES GRANDS LIVRABLES	État de la mise en œuvre
12. Adopter un programme de rencontre entre la procureure ou le procureur aux poursuites criminelles et pénales et la victime	DPCP	MJQ	Le financement obtenu dans le cadre de la Stratégie violences sexuelles a permis la mise en place du projet pilote du programme de rencontre entre la procureure ou le procureur aux poursuites criminelles et pénales et la victime. Suivant l'adoption de cette stratégie, un premier projet pilote a été lancé en 2017-2018 dans quatre points de service du Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP), et ce, à l'intention des victimes de violences sexuelles. Au cours de l'exercice financier 2018-2019, le projet pilote a été étendu à six points de service. Rappelons que le DPCP s'est engagé, dans le cadre de cette stratégie, à adopter un programme visant à prévoir la tenue d'une rencontre entre la procureure ou le procureur et la victime, et ainsi à faciliter le passage des victimes dans le système de justice. Ainsi, il est prévu que la victime de violences sexuelles puisse rencontrer la procureure ou le procureur responsable du dossier. Cette rencontre doit avoir lieu après l'autorisation du dossier de poursuite et avant le début du procès. À cette occasion, plusieurs sujets peuvent être abordés avec la victime pour l'informer notamment du déroulement de la procédure et de son rôle à titre de témoin. La victime a également la possibilité d'obtenir des réponses à ses questions en lien avec sa participation au processus judiciaire et sa sécurité. Enfin, la tenue de rencontres entre la procureure ou le procureur et la victime a été officiellement consacrée à l'ensemble des procureures et des procureurs du DPCP, peu importe leur port d'attache, et ce, avec l'adoption de nouvelles directives : Agression sexuelle et autres infractions à caractère sexuel envers les adultes (AGR-1, par. 7), Infractions envers les enfants (ENF-1, par. 12) et Accusation – Décision d'intenter et de continuer une poursuite (ACC-3, par. 42), lorsque la procureure ou le procureur refuse d'autoriser la poursuite. Dorénavant, les procureures et procureurs ont l'obligation d'appliquer les lignes directrices prévues à ces directives encadrant la tenue de ces rencontres avec les victimes de violences sexuelles ainsi qu'avec les enfants victimes de ces crimes.	En cours

13. Favoriser l'accessibilité au télétrémoignage par l'acquisition de systèmes mobiles de visioconférence	MJQ	—	Des appareils de visioconférence mobiles ont été installés dans neuf palais de justice du Québec. Ces appareils ont été placés stratégiquement pour permettre aux populations éloignées, notamment à certaines communautés autochtones, d'accéder plus facilement au télétrémoignage.	En cours
14. Produire un outil d'information contribuant à sensibiliser les intervenantes et intervenants du système judiciaire aux mesures visant à faciliter le témoignage	MJQ	DPCP	Le ministère de la Justice (MJQ) fait affaire avec une firme spécialisée dans la création d'outils de type « apprentissage en ligne » (e-learning) pour la création d'un outil d'information sur les mesures d'aide au témoignage.	En cours
15. Produire et diffuser des capsules d'information sur le processus judiciaire ainsi que sur le rôle de la procureure ou du procureur aux poursuites criminelles et pénales dans le cadre du traitement d'un dossier en matière d'agression sexuelle ou d'exploitation sexuelle	DPCP	—	Le DPCP a diffusé, sur son site Internet, quatre capsules d'information sur le processus judiciaire et le rôle des procureures et des procureurs en matière de crimes de violences sexuelles, afin de démystifier et de vulgariser certains aspects du processus judiciaire. http://www.dpcp.gouv.qc.ca/ressources/pdf/Capsules_juridique/2018/Capsule46.pdf http://www.dpcp.gouv.qc.ca/ressources/pdf/Capsules_juridique/2018/Capsule47.pdf http://www.dpcp.gouv.qc.ca/ressources/pdf/Capsules_juridique/2018/Capsule48.pdf http://www.dpcp.gouv.qc.ca/ressources/pdf/Capsules_juridique/2018/Capsule49.pdf Pour joindre les victimes par l'entremise des réseaux sociaux, trois capsules en format vidéo portant sur le processus judiciaire et l'accompagnement des victimes de violences sexuelles ont été produites. https://www.facebook.com/directeurdespoursuitescriminellesetpenales/videos/681249708942477/ https://www.facebook.com/directeurdespoursuitescriminellesetpenales/videos/2203005136628233/ https://www.facebook.com/directeurdespoursuitescriminellesetpenales/videos/2076335779344484/	En cours

16. Parfaire les programmes d'information du ministère de la Justice destinés aux victimes	MJQ	DPCP, MSP	Le MJQ a documenté les problématiques rencontrées dans le cadre des programmes d'information. Des travaux sont menés en collaboration avec les différents services visés pour améliorer l'efficacité de ces programmes.	En cours
17. Assurer l'organisation de services offerts aux victimes par les services correctionnels du ministère de la Sécurité publique et par la Commission québécoise des libérations conditionnelles (CQLC)	MSP, CQLC	MJQ	Le MSP et la CQLC collaborent avec les victimes afin de leur transmettre de l'information et d'assurer le suivi de leurs représentations écrites en lien avec l'élargissement ou la fin de la détention de leur agresseur. Pour la CQLC : Nombre de demandes de renseignements reçues : 263 Nombre de représentations écrites reçues et traitées : 226 Nombre de victimes jointes : 1 358 Nombre de communications effectuées : 3 311* * Compte tenu des obligations de la Commission, il est fréquent qu'elle doive communiquer à plus d'une reprise avec la même victime pour l'informer de la progression d'un dossier la concernant. Nombre de communications effectuées par les CAVAC dans le cadre de leur partenariat avec la Commission : 662 Pour le MSP : Nombre de documents et d'appels traités au point de chute provincial pour l'information aux victimes : En 2016 : 1 406 En 2017 : 1 215 En 2018 : 1 281 En 2019, jusqu'au 31 mars 2019 : 270	Terminée
18. Développer un outil destiné aux intervenantes et intervenants œuvrant auprès des personnes victimes pour les soutenir dans leur démarche de dénonciation	MJQ	DPCP, MSP	L'outil sera publié sous peu.	En cours

19. Analyser la pertinence d'abolir la liste des crimes visés à l'annexe 1 de la <i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels</i> et de prévoir que le régime d'indemnisation soit désormais applicable à toute victime d'une infraction contre la personne	MJQ	—	Le 10 mars 2019, la ministre de la Justice a annoncé que le MJQ travaillait à un projet de réforme de la <i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels</i> .	En cours
20. Mettre en place des règles pour l'attribution d'une aide financière d'urgence aux victimes	MJQ	—	Le 10 mars 2019, la ministre de la Justice a annoncé que le MJQ travaillait à un projet de réforme de la <i>Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels</i> .	En cours
Objectif 2.2 Renforcer les mesures de lutte contre l'exploitation sexuelle et contre les activités criminelles qui y sont associées				
ACTIONS	MO responsables	MO collaborateurs	ÉTAT DE SITUATION DES GRANDS LIVRABLES	État de la mise en œuvre
21. Implanter à la Sûreté du Québec (SQ) une nouvelle structure de coordination de la lutte contre la traite de personnes et les réseaux de proxénétisme	MSP	SQ	La structure est implantée et la coordination provinciale des dossiers en matière de proxénétisme et de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle est effectuée par un coordonnateur de la SQ qui fait partie de l'Équipe intégrée de lutte contre le proxénétisme (EILP). Celui-ci est appuyé par trois pôles de coordination régionale (Boucherville, Mascouche et Québec) dans lesquels travaillent plusieurs enquêteurs susceptibles de rencontrer des victimes et d'initier des dossiers.	Terminée
22. Déployer une équipe policière intégrée de lutte contre l'exploitation sexuelle dont le mandat est de lutter contre les réseaux de proxénétisme et de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle actifs sur une base interrégionale au Québec	MSP	DPCP, MJQ	Mise en place en mars 2017 par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), plusieurs ressources des autres corps de police se sont progressivement jointes à l'EILP entre mai et décembre 2017. En tout, six corps de police du Québec participent à cette dernière. Cette équipe regroupe actuellement 22 effectifs, soit 10 effectifs du SPVM, 4 effectifs de la SQ et 2 effectifs pour chacun des corps de police de Laval, de Québec, de Longueuil et de Gatineau. Un seul effectif de la SQ est financé avec les nouveaux crédits accordés pour la mise en œuvre de la Stratégie violences sexuelles. Les trois autres sont financés à même les	Terminée

			crédits de la SQ. À ces 22 effectifs s'ajoute un policier prêté par la Gendarmerie royale du Canada (GRC). À l'heure actuelle, tous les postes d'enquêteurs sont occupés et ceux-ci travaillent à mener des enquêtes complexes en matière de proxénétisme et de traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle.	
23. Établir un guide d'enquête portant sur la traite de personnes	MSP	SQ	Le guide d'enquête a été élaboré. Il est offert à l'ensemble des policières et des policiers de la Sûreté du Québec depuis novembre 2016.	Terminée
24. Former des procureures et procureurs aux poursuites criminelles et pénales en matière d'exploitation sexuelle	DPCP	—	Dans le cadre de la mise en œuvre de cette action, une formation portant sur la lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet, réunissant des procureures et procureurs, des policières et policiers ainsi que des expertes et experts issus des milieux communautaires, a été offerte à l'École des poursuivants du 3 au 6 juillet 2018. Cette formation à la fine pointe technologique et juridique a permis aux procureures et aux procureurs d'enrichir leurs connaissances sur le sujet.	En cours
25. Produire et diffuser un répertoire des ressources communautaires et publiques pouvant s'adresser aux personnes prostituées qui souhaitent sortir du milieu prostitutionnel	SCF	MAMH, MEES, MIFI, MJQ, MJQ (BLCHT), MSP, MSSS, MTESS, SAA	La mise en œuvre de cette action est à venir.	À venir
26. Soutenir le déploiement, dans certaines villes du Québec, de personnes-ressources dont le mandat est d'informer et d'accompagner dans leurs démarches les personnes qui souhaitent sortir de la prostitution	SCF	—	Cinq organismes sont actuellement financés par le Secrétariat à la condition féminine pour offrir à des femmes qui souhaitent quitter le milieu de la prostitution un service d'accompagnement sous forme de projet pilote dans leur ville respective, soit à Montréal, à Québec, à Val-d'Or, à Sherbrooke et à Gatineau. Dans chacune de ces villes, une ou deux personnes-ressources se consacrent à ce projet pilote. Elles évaluent avec les femmes leurs besoins en matière de services publics et communautaires selon où elles se situent dans leur cheminement de réinsertion sociale, les informent des ressources dont elles peuvent bénéficier et les accompagnent sur le terrain dans différentes démarches.	En cours
27. Mettre en place un projet pilote d'une durée de cinq ans afin qu'une	MJQ	—	Ce projet, initialement financé par le Secrétariat à la condition féminine, a vu le jour en mai 2016 et a rapidement été prolongé par le MJQ pour une	En cours

agente ou qu'un agent d'intervention CAVAC soit présent au sein du Service des enquêtes spécialisées du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), permettant ainsi d'améliorer l'accessibilité des personnes victimes d'exploitation sexuelle aux services d'aide			durée de cinq ans (mai 2021). Deux personnes-ressources en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle travaillent dans les bureaux des équipes spécialisées du SPVM, ce qui leur permet d'être en contact avec la presque totalité des victimes qui sont rencontrées par les enquêteurs de l'EILP. Ces deux agentes sont venues en aide à 114 victimes et à 26 proches. Parallèlement au traitement de ces nouvelles situations d'exploitation sexuelle, elles ont également offert un encadrement soutenu à plus d'une cinquantaine de victimes avec lesquelles elles sont en relation d'aide depuis 2016. ***Ces informations proviennent du rapport annuel du CAVAC de Montréal.***	
28. Coordonner les poursuites en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet et assurer le partage systématique d'information et d'expertise par le Comité de concertation de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet	DPCP	MSP	En 2017-2018, le DPCP a désigné une procureure pour la coordination du Comité de concertation en matière de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet. Cette personne est affectée à temps plein à cette tâche. Au 31 mars 2019, ce comité, formé de 14 procureures et procureurs représentant l'ensemble des bureaux du DPCP, tient des rencontres mensuelles. Il est chargé d'assurer le partage systématique d'information et d'expertise dans ce domaine où les avancées technologiques génèrent de nouvelles problématiques juridiques toujours plus complexes. Ces procureures et procureurs assistent à des colloques et à des formations portant sur cette problématique.	En cours
29. Mettre en place un programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes	MSP	MJQ, MSSS, SAA, SCF	En septembre 2018, les 19 organismes financés en 2017-2018 ont déposé leur bilan et une demande de reconduction pour 2018-2019. L'ensemble des organismes ont été reconduits. Cinq nouveaux projets ont été financés en 2018-2019 : • Ville de Saint-Jérôme (trousse Sexto); • Projet L.U.N.E; • CALACS de Granby;	Terminée

			- Alliance-Jeunesse Chutes-de-la-Chaudière; - Sphère santé sexuelle globale. Le bilan annuel et la demande de reconduction seront déposés pour décembre 2019.	
30. Déployer des équipes multisectorielles afin de mieux coordonner les interventions réalisées auprès des jeunes qui vivent des situations pouvant compromettre leur sécurité	MSP	MJQ, MSSS	Les équipes multisectorielles sont en place dans cinq milieux (projets Prévention Jeunesse de Québec, de Longueuil, de Laval, de Montréal et du Suroît).	Terminée
31. Mettre à jour l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique	Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle (CRNEM) (présidé par le MSSS)	Le CRNEM inclut : DPCP, Famille, MEES, MJQ, MSP, MSSS	Étape en cours : Poursuite des travaux de rédaction relatifs à la mise à jour de l'Entente.	En cours
Objectif 2.3 Améliorer les pratiques d'intervention par la formation et l'élaboration d'outils				
ACTIONS	MO responsables	MO collaborateurs	ÉTAT DE SITUATION DES GRANDS LIVRABLES	État de la mise en œuvre
32. Réaliser un portrait de la clientèle féminine des services correctionnels du Québec sous l'angle de l'exploitation sexuelle, de la prostitution et de la traite de personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et développer une approche d'intervention auprès des femmes contrevenantes	MSP	—	Le ministère de la Sécurité publique a décidé de réorienter la démarche en ayant recours à la collaboration du milieu universitaire afin d'effectuer, au moyen d'une recherche qualitative, le portrait de la clientèle féminine des services correctionnels du Québec sous l'angle de l'exploitation sexuelle, de la prostitution et de la traite de personnes à l'intérieur et à l'extérieur du pays.	En cours

33. Outiller les policières et les policiers pour assurer une intervention adéquate et adaptée en matière d'agression sexuelle	MSP	—	La pratique policière en matière d'agressions sexuelles sera mise à jour. Les travaux tiendront notamment compte des résultats du projet pilote de révision des plaintes pour agressions sexuelles par la SQ.	En cours
34. Offrir des sessions de formation sur la problématique de l'exploitation sexuelle	MSP	MJQ, MSSS, SAA	Cinq formations ont été offertes : • Québec : 17-19 octobre 2018 – 19 participantes et participants; • Montréal : 21-23 novembre 2018 – 22 participantes et participants; • Montréal : 30 janvier-1^{er} février 2019 – 17 participantes et participants; • Québec : 20-22 février 2019 – 8 participantes et participants; • Longueuil : 27-29 mars 2019 – 20 participantes et participants. Provenance des 86 participantes et participants : • milieu communautaire : 42; • milieu policier : 17; • réseau de la santé et des services sociaux : 19; • milieu scolaire : 3; • CAVAC : 5.	En cours
35. Élaborer un guide du poursuivant traitant des infractions d'ordre sexuel, de l'exploitation sexuelle, de la traite de personnes et d'autres infractions connexes, et en assurer la diffusion auprès des procureures et procureurs aux poursuites criminelles et pénales	DPCP	—	Le 1^{er} avril 2018, le DPCP a embauché une procureure et l'a chargée de mener les travaux de recherche requis pour l'élaboration du guide. En 2018-2019, un comité composé de procureures et de procureurs spécialisés en matière d'infractions de nature sexuelle a été mis sur pied pour soutenir l'élaboration du guide.	En cours
36. Former les intervenantes et intervenants du réseau des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) à l'intervention spécifique auprès des témoins mineurs	MJQ	—	Le réseau des CAVAC complète la formation de l'ensemble de ses intervenantes et intervenants. Une recherche scientifique est mise en œuvre en collaboration avec l'Université de Montréal en vue d'évaluer les bénéfices du programme pour les enfants et les adolescents témoins, tant sur le plan de leur expérience	En cours

			au sein du processus judiciaire que sur celui des répercussions psychosociales de l'application du programme (craintes et stress chez l'enfant relativement à son témoignage). Cette recherche est financée par le ministère de la Justice par l'entremise du Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels.	
37. Examiner les problématiques et les besoins des victimes d'agression sexuelle issues de l'immigration et des minorités ethnoculturelles en ce qui concerne les services d'interprétariat auxquels elles ont recours, et identifier des solutions pouvant résoudre ces problématiques	SCF	DPCP, MEES, MIFI, MJQ, MSP, MSSS	La mise en œuvre de cette action est à venir.	À venir
38. Former le personnel de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) qui offre des services directs aux personnes handicapées, à leur famille et à leurs proches sur la problématique des agressions sexuelles	OPHQ	—	Une formation intitulée « Agressions sexuelles, pour mieux intervenir » a été offerte au personnel de la Direction des services aux personnes handicapées de l'Office des personnes handicapées du Québec en mars 2017. Cette formation a été donnée par le CALACS de Drummondville.	Terminée
39. Concevoir et rendre disponible une formation en matière d'agression sexuelle pour les intervenantes et intervenants ainsi que pour le personnel professionnel du réseau de la santé et des services sociaux	MSSS	—	Étapes en cours : Revue de littérature, recherche de données probantes, consultation des formations existantes et sondage dans le milieu visant à préciser les besoins. Étapes en cours : Rédaction des contenus, validation et technopédagogie. Étape à venir : Médiatisation.	En cours
40. Adapter aux réalités actuelles les modalités de diffusion de la formation offerte aux intervenantes et intervenants des centres désignés pour les victimes d'agression sexuelle en situation d'urgence, afin d'assurer l'accessibilité et la pérennité de cette formation	MSSS	—	Étapes en cours : Mise à jour des documents de référence, rédaction du contenu de formation, validation et technopédagogie. Étape à venir : Médiatisation.	En cours

41. Favoriser la diffusion des pratiques et des interventions visant à identifier et à traiter les conséquences des agressions sexuelles chez les victimes présentant une déficience	MSSS	—	Les travaux sont à venir concernant cette mesure.	À venir
42. Recenser les outils d'évaluation et d'intervention adaptés pour venir en aide aux agresseurs sexuels ayant une déficience et en assurer la diffusion au sein du réseau de la santé et des services sociaux	MSSS	—	Les travaux sont à venir concernant cette mesure.	À venir
43. Soutenir le Centre d'expertise Marie-Vincent dans son offre de formation en matière d'intervention auprès des jeunes enfants autochtones victimes d'agression sexuelle et auprès de leur famille	SCF	SAA	Le Centre d'expertise Marie-Vincent est soutenu dans son offre de formation en matière d'intervention auprès des jeunes enfants autochtones qui sont victimes d'agressions sexuelles et auprès de leur famille. Selon l'information disponible, 104 intervenantes et intervenants issus de 2 nations différentes faisant partie de 5 communautés ont participé aux formations. De plus, 2 agentes multiplicatrices ont été formées.	En cours
44. Développer et offrir une formation destinée aux intervenantes et intervenants œuvrant auprès des lesbiennes, des gais et des personnes bisexuelles et trans (LGBT) victimes d'agression sexuelle	MJQ, SCF	MJQ (BLCHT)	Deux projets visant à élaborer et à offrir une formation destinée aux intervenantes et aux intervenants travaillant auprès des personnes LGBTQ victimes d'agression sexuelle, réalisés par des organismes situés dans deux régions administratives (Estrie et Montréal), ont été financés dans le cadre du programme <i>Lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2018</i> . À la suite de l'appel de projets de 2018-2019, aucun projet subventionné ne répondait directement à cette priorité d'attribution.	En cours

AXE 3 Développer les connaissances et partager l'expertise pour mieux agir

Objectif 3.1 Soutenir le développement de connaissances et la diffusion d'informations justes et à jour sur les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle

ACTIONS	MO responsables	MO collaborateurs	ÉTAT DE SITUATION DES GRANDS LIVRABLES	État de la mise en œuvre
---------	-----------------	-------------------	--	--------------------------

45. Produire et diffuser des portraits statistiques annuels des agressions sexuelles, des autres infractions d'ordre sexuel et de l'exploitation sexuelle au Québec	MSP	SQ et corps de police municipaux	Un projet de publication portant sur les statistiques de la criminalité de 2016, y compris celles concernant les infractions sexuelles, a été élaboré et fait actuellement l'objet d'une relecture. Un autre projet de publication portant sur les tendances de la criminalité de 2017 est aussi l'objet d'une relecture. L'analyse des tableaux statistiques sur les infractions sexuelles de 2017 est en voie de finalisation. Des discussions ont eu lieu avec une représentante du Directeur des poursuites criminelles et pénales et le cadre de référence juridique permettant d'identifier les infractions liées à l'exploitation sexuelle a été établi. Il est prévu que les éditions 2016 et 2017, y compris l'information relative aux infractions sexuelles, soient diffusées sur le Web au cours de l'année 2019.	En cours
46. Soutenir la réalisation d'une recherche visant à documenter les conséquences physiques, psychologiques, relationnelles et sociales de la prostitution sur les filles et les femmes au Québec et en diffuser les résultats	SCF	MSP, MSSS	Le rapport de la recherche dirigée par Nadine Lanctôt de l'Université de Sherbrooke, intitulé <i>La face cachée de la prostitution : une étude des conséquences de la prostitution sur le développement et le bien-être des filles et des femmes</i>, a été rendu public le 23 mai 2018. http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Violences/Rapport-scientifique-prostitution-2016.pdf Une activité de transfert des connaissances a également été organisée en 2018 par le Fonds de recherche du Québec – Société et culture (FRQSC), en collaboration avec le SCF.	Terminée
47. Produire un état de situation sur le proxénétisme, la traite de personnes et les autres formes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, à l'aide notamment du renseignement criminel et d'autres sources de données disponibles	MSP	SQ et corps de police municipaux	Une première version de l'état de situation est en cours d'approbation. Il est prévu que l'état de situation soit publié au cours de l'automne 2019.	En cours
48. Soutenir la réalisation d'une recherche visant à documenter la problématique des agressions sexuelles commises envers les personnes handicapées, au moyen du	OPHQ	SCF	Le projet de recherche retenu à la suite de l'appel de propositions s'intitule <i>Agressions sexuelles commises envers les personnes handicapées : ce qu'en disent les données probantes, les intervenants et les victimes</i>. Il est mené par Christian Joyal, professeur au programme de sexologie du Département de psychologie de l'Université du Québec à Trois-Rivières, et son équipe. Le projet a débuté en février 2018.	En cours

Programme de subventions à l'expérimentation				
49. Documenter la problématique des violences sexuelles commises envers les lesbiennes, les gais et les personnes bisexuelles et trans (LGBT) et adapter certains outils d'information et de sensibilisation de manière à tenir compte de leurs réalités	SCF	MJQ, MJQ (BLCHT)	- Le Secrétariat à la condition féminine a financé deux projets de consultation et de recherche sur la problématique des violences sexuelles commises envers les personnes de la diversité sexuelle. http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Violences/Rapport_V_S_CONSEIL_QC_LGBT_2017.pdf http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/Documents/Violences/Rapport_V_S_LGBT_DORAIS_2018.pdf - Partant des conclusions de ces deux rapports, le Secrétariat à la condition féminine finance présentement l'organisme Interligne pour un projet d'adaptation et de développement d'outils d'information et de sensibilisation en ce qui a trait aux réalités des LGBT qui sont victimes d'agressions sexuelles.	En cours
50. Réaliser un portrait du harcèlement sexuel en milieu de travail au Québec et documenter l'usage des recours existants en la matière	MTESS (Secteur du travail)	SCF	La production du rapport est en cours.	En cours
51. Concevoir et déployer un outil provincial de collecte de données clinico-administratives issues des centres désignés pour l'intervention auprès des victimes d'agression sexuelle en situation d'urgence	MSSS	—	Étape en cours : Élaboration du contenu de l'outil de collecte de données.	En cours
52. Extraire, compiler et analyser les données sur l'utilisation des services offerts en matière d'agression sexuelle dans les CISSS/CIUSSS (mission CLSC) du réseau de la santé et des services sociaux	MSSS	—	Étapes en cours : Méthodologie d'extraction à définir et précision des données à extraire.	En cours

53. Mesurer l'implantation et les effets de l'Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique	MSSS	DPCP, Famille, MEES, MJQ, MSP	Étapes franchies : Attribution du mandat de recherche par le FRQSC et dépôt du rapport intérimaire en mars 2019. Étape en cours : Recherche Entente multisectorielle relative aux enfants victimes d'abus sexuels, de mauvais traitements physiques ou d'une absence de soins menaçant leur santé physique : <i>qu'en est-il 15 ans plus tard?</i> . Étape à venir : Dépôt du rapport final au FRQSC en décembre 2021.	En cours
Objectif 3.2 Susciter le partage d'information et d'expertise ainsi que la collaboration entre les intervenantes et intervenants				
ACTIONS	MO responsables	MO collaborateurs	ÉTAT DE SITUATION DES GRANDS LIVRABLES	État de la mise en œuvre
54. Contribuer au lieu de veille stratégique sur la prévention de l'exploitation sexuelle et la sortie de la prostitution qui a été mis sur pied par la Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	SCF	—	Le SCF soutient financièrement le projet Espaces VIE (Veille, Innovation, Échanges), une plate-forme Web (https://espacesvie.com/) qui comprend un centre de documentation, un lieu de veille et une communauté de pratique en ce qui concerne la prévention de l'exploitation sexuelle et la sortie de la prostitution. Une représentante du SCF siège au comité-conseil du projet Espaces VIE.	En cours
55. Tenir deux événements d'échanges et de transfert d'expertise sur les violences sexuelles regroupant des intervenantes et intervenants de différents milieux	SCF	TOUS LES MO	Deux événements portant sur les violences sexuelles ont eu lieu : • Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels (14 décembre 2017 à Québec); • Forum LEXIC² – Laboratoire des expériences et des intersections pour comprendre et contrer les violences sexuelles vécues par les communautés LGBTQ+ (8 et 9 février 2018 à Sherbrooke) https://sites.grenadine.co/sites/forumlexic2/fr/forumlexic2. Ces deux événements ont réuni 430 personnes provenant de 217 organisations du milieu communautaire, gouvernemental, institutionnel, sportif, politique et de la recherche.	En cours

Suivi de la mise en œuvre des actions (Autres actions) – État d'avancement au 31 mars 2019

AUTRES ACTIONS QUI CONCOURENT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE : ACTIONS DÉCOULANT DU FORUM SUR LES AGRESSIONS ET LE HARCÈLEMENT SEXUELS ET NOUVELLES ACTIONS COMPLÉMENTAIRES				
ACTIONS	MO responsables	MO collaborateurs	ÉTAT DE SITUATION DES GRANDS LIVRABLES	État de la mise en œuvre
Appuyer la mise en place d'un guichet unique d'aide et d'accompagnement des artistes et des travailleurs culturels victimes d'agressions et de harcèlement sexuels	MCC	—	En 2017-2018, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) a accordé une subvention pour la mise en place d'un guichet unique d'aide et d'accompagnement pour les artistes et les travailleurs culturels victimes d'agressions ou de harcèlement sexuels à l'Union des artistes (UDA), qui mobilisait la majorité des associations et regroupements culturels autour de l'enjeu des agressions et du harcèlement sexuels. L'UDA a mandaté Juripop pour ce faire et le guichet unique, nommé L'Aparté, a mis en ligne son site Internet le 4 septembre 2018. https://www.aparte.ca	Terminée
Rehausser l'accès aux services d'aide et de suivi en matière d'agressions sexuelles offerts par les organismes communautaires	MSSS	—	Étapes franchies : Annonce spécifique faite le 7 mars 2018, lettres transmises aux organismes concernés et versements effectués. Étape à venir : Suivi des activités réalisées.	En cours
Rehausser l'accès aux services d'évaluation, de traitement et de maintien des acquis offerts aux agresseurs sexuels	MSSS	—	Étapes franchies : Annonce spécifique faite le 7 mars 2018, lettres transmises aux organismes concernés et versements effectués. Étape à venir : Suivi des activités réalisés.	En cours
Rehausser l'accès aux services d'urgence offerts aux victimes d'agression sexuelle par la mise en place d'une instance de coordination	MSSS	—	Étapes franchies : Annonce spécifique faite le 7 mars 2018, lettre transmise à l'organisme concerné (Centre pour les victimes d'agression sexuelle de Montréal), versement effectué et mise en place d'un comité-conseil.	En cours

et de transfert d'expertise clinique et organisationnelle pour les 77 centres désignés (généralement des urgences hospitalières) mandatés pour l'intervention médicosociale auprès des victimes			Étape en cours : Mise en place de l'instance de coordination (ressources humaines, matérielles et techniques).	
Appuyer les initiatives de formation destinée aux artistes, aux travailleurs culturels et aux producteurs, aux diffuseurs et aux employeurs du secteur culturel	MCC	—	En mars 2018, le MCC a accordé une subvention à l'Institut national de l'image et du son (INIS) pour lui permettre de mener à terme deux mandats : 1) développer la formation et l'offrir, notamment en ligne, à l'ensemble du secteur culturel québécois en matière de sensibilisation et de prévention à l'égard des agressions et du harcèlement sexuels de même que d'accueil du dévoilement ou de la dénonciation de tels actes; 2) offrir de l'accompagnement aux organismes de formation en arts soutenus par le MCC dans l'élaboration de politiques en matière d'agressions et de harcèlement sexuels. La formation en ligne, accessible à tous les artistes et les travailleurs culturels de même qu'à toute personne intéressée, a été lancée le 4 juin 2019. https://www.unefoisdetrop.ca L'INIS a aussi produit un guide d'accompagnement et un modèle de politique adaptable à l'intention des organismes de formation et peut les soutenir dans cette démarche, au besoin.	Terminée
Veiller à faire adopter une politique en matière de harcèlement sexuel : 1) dans un premier temps, faire adopter une telle politique par les écoles et les camps artistiques soutenus au fonctionnement par le MCC; 2) dans un deuxième temps, évaluer la faisabilité d'une telle mesure pour l'ensemble des organisations soutenues au fonctionnement par le MCC; 3) dans un troisième temps, évaluer la faisabilité d'une telle	MCC	—	La norme Aide au fonctionnement pour les organismes de formation en art a été modifiée. Les conditions spécifiques précisent que « l'aide est réservée aux organismes de formation en art qui possèdent une politique en matière de harcèlement, ou qui travaillent à l'élaboration d'une politique en matière de harcèlement pour une adoption d'ici 2020-2021 ». L'INIS a produit un guide d'accompagnement et un modèle de politique adaptable à l'intention des organismes de formation et peut les accompagner, au besoin. Le Ministère a transmis l'information aux directions responsables de la gestion de programmes d'aide au fonctionnement et a rencontré des représentantes et représentants du Conseil des arts et des lettres du	Terminée

mesure pour les organismes soutenus au fonctionnement par les sociétés d'État du portefeuille ministériel			Québec de même que de la Société de développement des entreprises culturelles pour qu'ils évaluent la possibilité d'inclure de telles conditions dans leurs programmes respectifs.	
Mettre en place un fonds d'urgence pour soutenir les ressources venant en aide aux victimes d'agressions sexuelles	MSSS	—	Étapes franchies : Annonce gouvernementale le 19 octobre 2017, lettres transmises aux organismes concernés et versements effectués.	Terminée
Rendre obligatoires les contenus des cours d'éducation à la sexualité	MEES	—	En 2015, un projet pilote a été mis en place d'abord dans 19 écoles du Québec et s'est élargi en 2017-2018 pour atteindre 44 commissions scolaires, 162 écoles publiques primaires ou secondaires ainsi que 32 établissements d'enseignement privés pour l'offre des contenus. En décembre 2017, le Ministère a annoncé que les contenus en éducation à la sexualité deviendraient obligatoires pour tous les élèves. Au printemps 2018, près de 350 responsables en matière d'éducation à la sexualité ont été formés par le Ministère. Depuis la rentrée scolaire 2018, les contenus sont obligatoires pour tous les élèves de la première année du primaire jusqu'à la cinquième année du secondaire. Ils sont également disponibles au préscolaire pour les milieux qui souhaitent les offrir. Pour soutenir le réseau scolaire dans le déploiement des contenus obligatoires en éducation à la sexualité, le Ministère a, entre autres : • offert un soutien et un accompagnement personnalisé aux responsables en matière d'éducation à la sexualité; • rendu accessibles plusieurs documents dont 39 canevas pédagogiques; • embauché une personne-ressource pour le volet de l'éducation à la sexualité au RÉCIT; • poursuivi son partenariat avec Tel-jeunes pour offrir une formation complémentaire. Les prochains travaux planifiés pour l'éducation à la sexualité sont les suivants : mise à jour des canevas pédagogiques, travail en partenariat	En cours

			avec la Fondation Marie-Vincent pour l'offre d'une formation complémentaire, production de vidéos à l'intention du personnel enseignant.	
Soutenir des initiatives visant à sensibiliser les élèves du secondaire aux violences sexuelles, dont le programme <i>Empreinte – Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel</i>	SCF	—	Pendant la première année de déploiement du programme, soit en 2018-2019, les 26 CALACS qui le mettent en œuvre ont sensibilisé plus de 23 000 jeunes, plus de 17 000 parents et plus de 800 membres du personnel scolaire. La mise en œuvre de cette action se poursuit jusqu'en 2020-2021.	En cours
Créer, au sein du Programme de subvention pour favoriser la recherche, l'information, la sensibilisation et la formation en matière d'aide aux victimes d'actes criminels, un volet consacré à l'accessibilité aux services pour les victimes d'agressions et de harcèlement sexuels	MJQ	—	Le 8 mars 2019, la ministre de la Justice annonçait le financement de 26 projets dans le cadre du Programme de subvention en matière d'aide aux victimes d'actes criminels. Dans le cadre de cet appel de projets, quatre projets ayant pour objectif d'améliorer l'accès aux services pour les victimes de violences sexuelles ont été financés. Ces projets sont les suivants : • CALACS de l'Ouest de l'Île : <i>Adaptons nos pratiques à la diversité des survivantes</i> Ce projet vise à adapter les activités de sensibilisation et de formation créées par l'organisme à trois clientèles particulières, soit les femmes immigrantes et/ou racisées, les femmes de la diversité sexuelle et les femmes ayant un handicap physique. • Ordre professionnel des sexologues du Québec : <i>La prévention des inconduites sexuelles commises par les professionnels</i> Ce projet consiste à concevoir une trousse d'information sur les inconduites sexuelles à l'intention des victimes et du public. Cette trousse inclut des capsules vidéo et un microsite comprenant des fiches informatives et des vignettes sur les facteurs de risque, les signaux d'alarme et les conséquences ainsi que les situations problématiques liées aux inconduites sexuelles commises par des professionnelles et professionnels. • Université du Québec à Montréal : <i>Hommes victimes d'agression sexuelle en enfance : réalités, besoins et services</i>	Terminée

			Ce projet vise à documenter les enjeux des hommes victimes d'agressions sexuelles dans l'enfance de même que l'éventail des pratiques et des services disponibles, à développer et à diffuser du matériel d'information et de sensibilisation pour le grand public et à favoriser le réseautage et le partage d'information entre les différents organismes d'aide. Université de Montréal : <i>Les expériences des victimes de violence sexuelle dans les programmes de justice réparatrice au Québec</i> Ce projet a pour objet de mieux comprendre les effets suscités par les programmes de justice réparatrice chez les victimes, notamment pour connaître la mesure dans laquelle la participation des victimes de violences sexuelles à ces programmes répond à leurs besoins.	
Ajouter un agent de liaison en matière de violences sexuelles dans chacun des CAVAC (pour un total de 15 agents de liaison)	MJQ	—	Seize CAVAC sur dix-sept ont intégré des agents de liaison en intervention et en violences sexuelles (ALIVS), qui veillent à ce que les victimes de violences sexuelles puissent bénéficier de tout le soutien nécessaire selon leurs besoins et les ressources à leur disposition.	En cours
Mise en service d'une ligne téléphonique qui permettra aux victimes de violences sexuelles qui envisagent de déposer une plainte auprès des services de police et aux organismes d'aide concernés d'obtenir des informations fiables et pertinentes sur le traitement d'une plainte policière et l'autorisation d'une poursuite en ces matières, une initiative qui vise tout particulièrement les victimes qui hésiteraient à dénoncer un crime	DPCP	—	Dans la foulée du mouvement #MoiAussi (#MeToo), le DPCP a exprimé la ferme volonté d'être encore plus à l'écoute des préoccupations des victimes de violences sexuelles face au système judiciaire et d'y répondre par la mise en place, le 9 avril 2018, d'un service de renseignements sous la forme d'un numéro sans frais (1 877 547-DPCP) à l'intention des victimes qui souhaitent obtenir de l'information sur la façon dont sont traitées les plaintes policières à partir desquelles les procureures et procureurs autorisent les poursuites judiciaires ainsi que des organismes qui leur viennent en aide. En 2018-2019, plus de 160 appels ont été répertoriés.	En cours
Mettre en place un projet pilote visant la création d'un comité de révision de dossiers d'agression sexuelle composé d'organismes issus des milieux publics et communautaires	MSP, SQ	—	En décembre 2017, la SQ a mis en place le Comité de vérification et d'observation intersectoriel des enquêtes (VOIE) en matière d'agressions sexuelles. Avec la collaboration d'organismes publics et communautaires, ce comité a le mandat d'examiner le traitement de dossiers d'agressions sexuelles qui ont été classés comme non fondés ou non résolus. Les partenaires se sont réunis à quatre reprises au cours de l'année 2018	Terminée

			afin d'assurer la mise en place du Comité. Les travaux d'analyse de dossiers ont débuté en mai 2018 et se sont poursuivis tout au long de l'exercice 2018-2019, lors de trois rencontres subséquentes.	
Effectuer une inspection thématique des corps de police concernant les enquêtes en matière d'agressions sexuelles	MSP	—	La Direction de la vérification interne, des enquêtes et de l'inspection a effectué, au cours de l'exercice financier 2018-2019, cinq inspections relativement aux enquêtes policières en matière d'agressions sexuelles. Durant l'exercice financier 2019-2020, de trois à quatre autres corps de police seront inspectés à cet égard.	En cours
Modifier la <i>Loi sur les normes du travail</i> pour y inscrire nommément le harcèlement sexuel comme l'une des formes de harcèlement psychologique et rendre obligatoire l'adoption, par l'employeur, d'une politique de prévention du harcèlement psychologique et de traitement des plaintes	MTESS	—	<i>La Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail</i> a été sanctionnée le 12 juin 2018. L'article 81.18 a été modifié par l'ajout de la phrase suivante : « Pour plus de précision, le harcèlement psychologique comprend une telle conduite lorsqu'elle se manifeste par de telles paroles, de tels actes ou de tels gestes à caractère sexuel. » Pour sa part, depuis le 1 ^{er} janvier 2019, l'article 81.19 a été modifié par l'ajout de la phrase suivante : « Il [l'employeur] doit notamment adopter et rendre disponible à ses salariés une politique de prévention du harcèlement psychologique et de traitement des plaintes, incluant entre autres un volet concernant les conduites qui se manifestent par des paroles, des actes ou des gestes à caractère sexuel. » Un modèle de politique a été mis en ligne par la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) le 28 novembre 2018. Entre le 28 novembre 2018 et le 31 mars 2019, il a été consulté 48 749 fois.	Terminée
Bonifier la formation des policières et des policiers affectés aux enquêtes en matière d'agressions sexuelles	MSP, SQ	—	Cette mesure vise à assurer que chaque unité d'enquête bénéficie d'un nombre optimal d'enquêteurs ayant une formation spécifique sur les crimes à caractère sexuel, et ce, sur l'ensemble de son territoire. Des formations sur les crimes à caractère sexuel, les abus physiques et les décès de jeunes enfants ont eu lieu en février et en novembre 2018 ainsi qu'en mai 2019. Plusieurs enquêteurs susceptibles de traiter ce type de dossiers ont participé à ces séances de formation. Ils ont été sélectionnés de façon à maximiser le nombre d'enquêteurs formés particulièrement au regard des crimes à caractère sexuel sur l'ensemble du territoire et ainsi à bonifier le service offert aux citoyennes et aux	En cours

			citoyens. Malheureusement, faute de candidates et de candidats possédant les préalables nécessaires, la formation prévue pour février 2019 a dû être annulée. Cependant, des places supplémentaires ont été accordées à la SQ pour la formation d'août 2019, y compris une clause dérogatoire visant les préalables exigés. D'autres formations sont prévues pour 2019 et 2020, et les démarches d'inscription sont déjà en cours pour cibler stratégiquement des enquêteurs sur l'ensemble du territoire. Cette prévision permettra à l'ensemble du personnel ciblé de suivre les cours prérequis dans des délais adéquats.	
Mettre en place un programme d'aide à la sensibilisation des travailleuses et des travailleurs autonomes et salariés en matière de harcèlement sexuel	MTESS	CNESST	- Le 22 juin 2018, le gouvernement a annoncé la mise en œuvre d'un programme à deux volets (<i>Employeurs</i> et <i>Travailleurs</i>) visant la lutte contre le harcèlement psychologique ou sexuel dans les milieux de travail. - Deux appels de projets se sont déroulés en 2018 et en 2019. Le bilan est le suivant : - volet <i>Employeurs</i> : 15 projets retenus; - volet <i>Travailleurs</i> : 17 projets retenus. - Un troisième appel de projets s'est déroulé d'octobre à décembre 2019. L'analyse d'admissibilité des 39 projets déposés est en cours. https://www.cnesst.gouv.qc.ca/a-propos-de-la-CNESST/commandites-et-subventions/programme-lutte-harcelement/Pages/programme-harcelement-psychologique-et-sexuel.aspx	En cours
Mettre en place un programme d'aide au respect des normes du travail, y compris un volet axé sur le harcèlement sexuel, pour conscientiser les entreprises et les soutenir dans l'application des normes du travail, notamment dans le but de prévenir le harcèlement psychologique au travail, dont le harcèlement sexuel	CNESST (MTESS)	MTESS		En cours
Faire adopter un engagement envers les victimes d'agressions et de harcèlement sexuels par les ministres présents le 14 décembre 2017	MJQ	—	Lors du forum tenu le 14 décembre 2017 portant sur les agressions et le harcèlement sexuels, les ministres présents et le premier ministre ont accepté et signé un engagement envers les victimes de violences sexuelles.	Terminée
Offrir un soutien ponctuel au Projet L.U.N.E	SCF	—	Le SCF a accordé un soutien ponctuel, en 2019, à l'organisme Projet L.U.N.E pour répondre à un besoin urgent et lui permettre de maintenir son service d'hébergement pour femmes en difficulté. Projet L.U.N.E est	En cours

			un organisme communautaire situé à Québec et dont la mission principale est d'offrir aux travailleuses du sexe et aux utilisatrices de drogues en situation d'itinérance un lieu d'hébergement sécuritaire à haut seuil d'acceptation.	
Bonifier les services de prévention des agressions sexuelles chez les enfants	MSSS	—	Étapes franchies : Annonce spécifique faite le 12 août 2018, lettres transmises aux organismes concernés et versements effectués. Étape à venir : Suivi des activités réalisées.	En cours
Soutenir le projet « Outiller les enfants et les adultes pour la prévention de la violence » du Regroupement des organismes ESPACE du Québec	MSSS	—	Étape franchie : Lettre confirmant l'attribution des crédits. Étape à venir : Suivi des activités réalisées.	En cours
Soutenir les initiatives régionales et locales des 18 régions en fonction des différents axes de la Stratégie violences sexuelles	MSSS	—	Étapes franchies : Lettres aux centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et aux centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) confirmant l'attribution des crédits. Étape à venir : Suivi des activités réalisées.	En cours

Liste des abréviations, des sigles et des acronymes

CAVAC Centre d'aide aux victimes d'actes criminels
CISSS Centres intégrés de santé et de services sociaux
CIUSSS Centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux
CNESST Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail
CRNEM Comité des responsables nationaux de l'Entente multisectorielle
CQLC Commission québécoise des libérations conditionnelles
DPCP Directeur des poursuites criminelles et pénales
Famille Ministère de la Famille
FRQSC Fonds de recherche du Québec – Société et culture
MAMH Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MCC Ministère de la Culture et des Communications
MEES Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
MIFI Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
MJQ Ministère de la Justice (y compris le Bureau de lutte contre l'homophobie et la transphobie [BLCHT])
MSP Ministère de la Sécurité publique
MSSS Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTESS Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (y compris Emploi-Québec et le Secteur du travail)
OPHQ Office des personnes handicapées du Québec
SAA Secrétariat aux affaires autochtones
SCF Secrétariat à la condition féminine
SCG Secrétariat à la communication gouvernementale
SQ Sûreté du Québec

scf.gouv.qc.ca

**Éducation
et Enseignement
supérieur**

Québec 